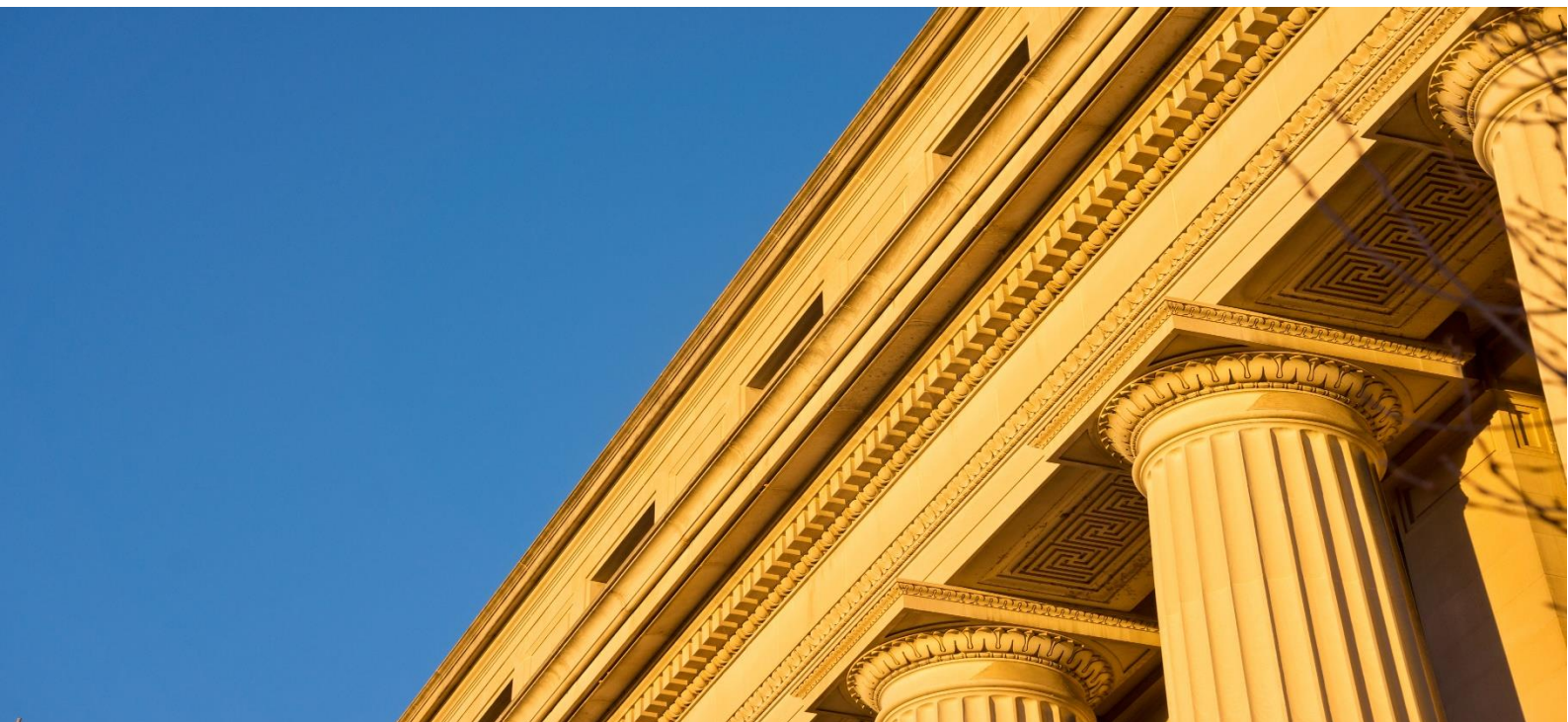




**FBConseil**

AVOCAT AU BARREAU  
DE PARIS



## **VEILLE JURIDIQUE**

**04-2024**

## JURISPRUDENCE :

- ❖ [Décision - Pourvoi n°22-18.694 | Cour de cassation](#)) 21 mars 2024: la Cour de Cassation vient de procéder à un **revirement de jurisprudence** sur la garantie des équipements relevant de la responsabilité décennale. Il s'agissait d'un insert dans une cheminée ayant causé un incendie dans une maison particulière. La Cour juge depuis l'année 2017 que les désordres affectant des éléments d'équipement, dissociables ou non, d'origine ou installés sur existant, relèvent de la responsabilité décennale lorsqu'ils rendent l'ouvrage dans son ensemble impropre à sa destination (3e Civ., 15 juin 2017, pourvoi n° 16-19.640, Bull. 2017, III, n° 71 ; 3e Civ., 14 septembre 2017, pourvoi n° 16-17.323, Bull. 2017, III, n° 100). La Cour juge que, si les éléments d'équipement installés en remplacement ou par adjonction sur un ouvrage existant ne constituent pas en eux-mêmes un ouvrage, ils ne relèvent ni de la garantie décennale ni de la garantie biennale de bon fonctionnement, quel que soit le degré de gravité des désordres, mais de la responsabilité contractuelle de droit commun, non soumise à l'assurance obligatoire des constructeurs. Autrement dit, ils relèvent de la garantie RC générale et le délai d'action n'est plus de 10 ans mais de 5 ans à compter du jour de la connaissance par le créancier des faits lui permettant d'exercer son droit.
- ❖ [Cass. Civ. Assemblée plénière, 8 mars 2024, n°21-21.230](#) : Si une personne n'est pas régulièrement informée des recours dont elle dispose pour contester un titre exécutoire sur lequel se fonde l'Etat pour lui réclamer de l'argent elle n'est pas contrainte de former son recours dans un délai d'un an.
- ❖ [Cass. Civ. 7 mars 2024 n°21-23.230](#) : la Cour de cassation **renverse sa jurisprudence** sur le délai de péremption dans le cadre d'une instance d'appel. En pratique tant que l'affaire n'était pas fixée mais était en état, l'appelant ou l'intimé devait solliciter la fixation de manière régulière de manière à interrompre le délai de péremption, étant précisé que la demande de fixation ne suspendait pas le délai. A présent, dès que l'affaire est en état car les parties ont accompli l'ensemble des charges procédurales leur incombant ( exs : déposer des écritures), le délai de péremption est suspendu sauf demande du conseiller de la mise en état ou fixation d'un calendrier de procédure.
- ❖ [Cass. Civ 2eme 15 février 2024 n°22-16.257, 22-16.431, 22-16.545 Inédit](#) : Selon l'article L. 113-2 3° du code des assurances, l'assuré doit déclarer, en cours de contrat, les circonstances nouvelles qui aggravent les risques ou en créent de nouveaux et rendent de ce fait inexacts ou caduques les réponses précédemment apportées aux questions posées par l'assureur, notamment dans le formulaire mentionné au 2° de ce texte. Il résulte des articles L. 112-3 et L. 113-8 du code des assurances que l'assureur ne peut se prévaloir de la réticence ou de la fausse déclaration intentionnelle de l'assuré que si celle-ci procède des réponses qu'il a apportées à ces questions ou si elles ont été faites par ce dernier de sa seule initiative. Pour prononcer la nullité du contrat d'assurance multirisques l'arrêt constate qu'à la date du sinistre et pendant la période la précédant immédiatement, les locaux ne faisaient plus l'objet de travaux et étaient inoccupés de façon permanente. Il ajoute que l'assurée ne pouvait prétendre ignorer cette situation et qu'elle a, en connaissance de cause, manqué à son obligation de déclarer les circonstances nouvelles qui ont pour conséquence soit d'aggraver les risques, soit d'en créer de nouveaux, alors qu'elle ne pouvait ignorer les intrusions illicites et les dégradations commises dans le bâtiment, ni nier que celui-ci avait été laissé en déperissement au cours du contrat alors qu'elle en avait la responsabilité. L'arrêt énonce que l'assurée ne peut

soutenir que cette situation est, quant à la nature du risque, la même que celle dont les parties avaient connaissance au moment où le contrat a été signé, soit une inoccupation des lieux pour cause de travaux avant mise en exploitation, ainsi que cela résulte de la demande d'assurance faite par le courtier de l'assurée à l'assureur. En se déterminant ainsi, sans constater que lors de la conclusion du contrat, l'assureur avait posé des questions à l'assurée dans le cadre d'un formulaire de déclaration relatives à l'occupation des lieux loués, la cour d'appel n'a pas donné de base légale à sa décision.

- ❖ [CA de Riom 28 février 2024 RG 22/00580](#) : Aux termes de l'article L. 124-3 du code des assurances, la personne lésée dispose d'un droit d'action directe à l'encontre de l'assureur garantissant la responsabilité civile de la personne responsable.. La Cour rappelle que le tiers lésé qui exerce l'action directe peut contester la validité d'une exception de garantie opposée à l'assureur même en l'absence de contestation de l'assuré (Cass. Civ . III, 4 mars 2021, pourvoi n°19-23.033). Cet attendu de portée générale permet de considérer que si le tiers lésé est recevable à contester la validité d'une exception de garantie, il est a fortiori recevable à contester l'opposabilité d'une telle exception.
- ❖ [Cass.Civ 01 février 2024 n° 21-25.175 : \( Arrêt inédit\)](#) : les membres du conseil de surveillance ne sont généralement pas affiliés aux assurances sociales sauf s'ils exercent réellement des fonctions de direction. En l'espèce « *malgré la création d'un directoire, les président et vice-président du conseil de surveillance avaient continué à accomplir, en toute indépendance, des actes positifs de gestion et de direction de la société, la cour d'appel a exactement déduit, sans méconnaître les règles de preuve, que ces personnes devaient être affiliées au régime général de la sécurité sociale.*»
- ❖ [Cass. 2eme civ. 21 déc.2023 n°22- 15768](#) : la prescription de l'article L 114-1 du code des assurances ne s'applique pas aux demandes d'annulation pour dol du contrat d'assurance et de ses avenants.
- ❖ [CA Paris, Pôle 5 ch.4, 27 septembre 2023, n°22/10517](#) : la relation d'un courtier ayant conclu une convention d'apporteur d'affaires avec un établissement prêteur constitue une relation commerciale établie pouvant être soumise aux dispositions de l'article L. 442-1, II du Code de commerce.

---

**TEXTES :**

---

- ❖ [IA ACT](#) : La France a ratifié le 2 février 2024 le projet de Règlement européen sur l'intelligence artificielle régissant la vente et l'usage de l'intelligence artificielle au sein de l'UE. Les acteurs de l'assurance utilisent l'IA pour une multitude d'usages allant de l'amélioration de l'expérience client à la détection de la fraude/LCB-FT en passant par l'offre de produits innovants, la prédiction de risques, le développement d'applications clients. Cette réglementation nouvelle devra s'articuler avec celles existantes sur la protection des données personnelles (RGPD) et sur les droits fondamentaux, la gestion prudentielle des risques et des systèmes de gouvernance, la gouvernance des produits et la transparence. Des risques de chevauchement avec d'autres textes en vigueur tels que la directive Solvabilité 2 sont à craindre. L'EIOPA mène des travaux sur ce thème. Des analyses d'impact vont s'imposer notamment dans les secteurs de l'assurance vie et santé prévoyance considérées comme à haut risque dans l'Annexe III du projet de texte. A suivre...



**Le cabinet FB CONSEIL dispense des formations Compliance intra-entreprises et au sein d'organismes certifiés QUALIOPI. CONTACTEZ-NOUS !**

